



Où s'arrête la liberté prise avec la morale dans le monde financier ?

2012/31
19 | 07 | 2012

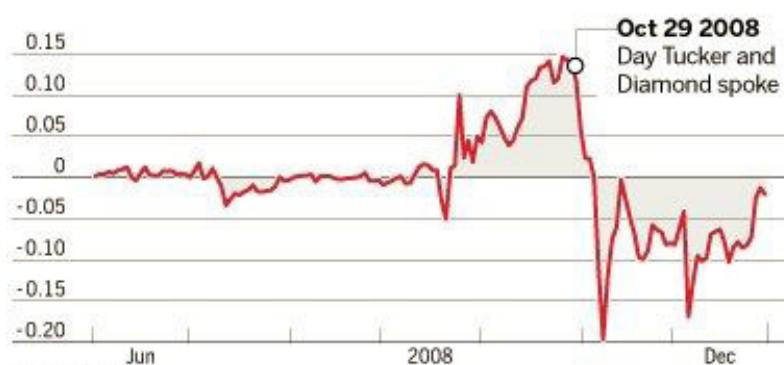


Ivan Van de Cloot
Chief Economist
Itinera Institute

Le système financier britannique s'est à nouveau enfoncé, récemment, dans un borbier dont il n'est pas prêt de sortir. Si trois hauts dirigeants de Barclays ont, depuis, quitté leurs fonctions, il est clair que ces départs ne mettront pas fin à la problématique. 'The buck stops with me' a encore asséné Marcus Agius, le président de Barclays, dans une tentative de limiter les dégâts occasionnés par le scandale grandissant de la manipulation des taux. En vain. La promesse de renoncer à son bonus cette année s'est révélée insuffisante. Car une douzaine d'autres géants bancaires sont également soupçonnés de manipuler le Libor (le taux d'intérêt que les banques se paient entre elles lorsqu'elles se prêtent mutuellement de l'argent à court terme). Sur les blogs financiers, on trouve un nombre ahurissant d'analyses apologétiques donnant à penser que le monde extérieur n'y connaît rien et réagit de manière excessive. Il est dit notamment que dans la mesure où Barclays a manipulé artificiellement les taux à la baisse, aucun client n'en a subi un réel préjudice.

Barclays' Libor premium

3-month sterling Libor, Barclays' submission less daily fix (% points)



Source: Bloomberg

Ce genre d'analyses est symptomatique de la liberté prise avec la norme qui caractérise certains secteurs importants du monde financier. On va jusqu'à trouver normal que l'on puisse manipuler une chose aussi fondamentale que le taux interbancaire, qui est pourtant crucial pour calculer d'autres taux d'intérêt sur des produits qui représentent quelque 360.000 milliards de dollars... La moralité n'a rien d'une brouille, elle est au cœur même d'un système économique sain. S'il règne une trop grande méfiance, si l'on doute de la capacité de l'autre à remplir sa part du contrat en âme et conscience, le système économique se bloque. La confiance demande un minimum de contrainte légale dans l'application des contrats, mais dans

une économie bien huilée, chacun est conscient que ce moyen de contrainte n'est nécessaire qu'à titre exceptionnel. L'économie financière est même encore plus dépendante de la confiance, car sans elle, il ne peut y avoir de liquidité dans le marché.

Jusqu'ici, c'est surtout la confiance du public à l'égard du secteur bancaire qui était endommagée. Mais ce nouveau scandale bancaire touche le secteur en plein cœur, car on peut à présent douter de la fiabilité de chaque information que les banques se transmettent entre elles. Autrement dit, c'est l'intégrité même du marché qui est en cause. Au-delà de la tromperie manifeste, il existe à l'évidence —ce qui est pire encore— une culture qui incite de nombreux acteurs à minimiser

tout cela en l’enveloppant d’un voile pudique.

Le fait que la tromperie ait été constatée sur le marché Libor britannique et non sur le marché interbancaire européen élargi, est assez révélateur. Dans le centre financier londonien règne le sentiment d’être entre “gens de connaissance”, ce qui induit à l’évidence une attitude souvent fri-

vole. À cela s’ajoute encore la problématique des banques qui abritent à la fois une banque retail avant tout prestataire de services et une banque d’investissement orientée vers le bénéfice à court terme. À cet égard, l’envoi par la banque d’investissement d’un courrier électronique avec comme message “Done ... for you big boy” en référence à un taux manipulé artificiellement, est on ne peut plus éloquent.

Ailleurs aussi, il existe à n’en pas douter de tels réseaux d’old boys, mais sans doute moins qu’à Londres où tout est regroupé sur quelques kilomètres carrés. Entre-temps, des notes compromettantes impliquant la Bank of England, l’instance de surveillance, ont également été rendues publiques.

Bob Diamond, de Barclays, se défend en affirmant qu’il n’a rien fait de plus que ce que font tous les “autres”. Il est apparemment déterminé à entraîner d’autres personnes dans sa chute, au vu de ses déclarations selon lesquelles le vice-gouverneur de la banque centrale britannique lui aurait implicitement suggéré de ne pas se montrer plus catholique que le pape. Ce que le haut fonctionnaire en question dément. Ceci laisse toutefois supposer que la gangrène pourrait s’étendre jusqu’aux pouvoirs publics. Le simple fait qu’un banquier puisse interpréter le message de cette façon en dit long. Et il est clair que le milieu financier britannique n’en sort pas grandi. Car comment expliquent-ils, de l’autre côté de la Manche, que les questions critiques ne surgissent que maintenant, alors que les premières indications d’une manipulation des taux remontent à 2007? Ceci est encore accentué par le fait que ce soit l’autorité de contrôle américaine qui a mis la main sur la note compromettante concernant son homologue britannique.

Le Premier Ministre britannique Cameron a tenté, dans un premier temps, de contenir les demandes d’enquête, mais il a finalement dû céder devant la pression grandis-

“

Au-delà de la tromperie manifeste, il existe à l’évidence —ce qui est pire encore— une culture qui incite de nombreux acteurs à minimiser tout cela en l’enveloppant d’un voile pudique.

”

sante. Il y aura donc bel et bien une enquête parlementaire, mais au Royaume-Uni, plus encore que chez nous sans doute, il ne faut pas en attendre grand-chose. Le parti travailliste britannique est-il vraiment en attente d'un débat public sur la raison pour laquelle l'ancien Premier Ministre Tony Blair reçoit 2,5 millions de livres par an de la banque d'affaires JP Morgan? Et va-t-on encore pouvoir tourner autour du pot s'il se révèle que la moitié des dons en faveur du parti conservateur proviennent de la City?

On peut proposer, aujourd'hui, des solutions techniques pour entraver, à l'avenir, les manipulations sur le marché interbancaire. Ce serait toutefois —en partie— hors de propos. Le plus important est de constater qu'il y a un problème de moralité dans un secteur économique vital. La question étant: que faire pour y remédier? Laisser filer les hauts dirigeants responsables avec une prime de

départ de 27 millions ne semble pas, en tous les cas, la démarche la plus logique.

Ivan Van de Cloot

Chief Economist Itinera Institute

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables



THINK TANK INDÉPENDANT

DES IDÉES, DES ACTIONS

Itinera Institute ASBL

Boulevard Leopold II 184d B-1080 Bruxelles
T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org
www.itinerainstitute.org

Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur